

La crise de Die Linke comme opportunité *

Michael Brie

Directeur de l'Institut d'analyse sociale de la Fondation Rosa Luxemburg

Dans un climat tel que celui qui éclata au congrès de Die Linke, il n'est pas inutile de se souvenir d'un vieux proverbe chinois : « Il est bon que le vieil homme se soit fait voler son cheval. » Ce proverbe renvoie à une fable encore plus ancienne qui évoque un homme à qui des voleurs avaient dérobé son cheval le plus précieux. À peine en eurent-ils connaissance, les paysans du village accoururent pour lui témoigner leur sympathie. Il la refusa d'un signe de la main et dit : « Attendez, nous ne savons pas encore ce que cela signifie ». Une semaine plus tard, son cheval revint en compagnie de douze autres chevaux. Les paysans arrivèrent à nouveau, cette fois pour le féliciter de sa chance. Il répéta qu'on ne pouvait savoir ce qui allait maintenant arriver. Peu après, son fils unique tomba d'un des chevaux qu'il voulait monter et se cassa une jambe. Pas de raison de se plaindre. Ou du moins pas encore, se dit le vieil homme. Peu de temps après, les jeunes gens du village durent partir à la guerre. Son fils, pas tout à fait guéri encore, resta au village. « On ne sait vraiment jamais ce qui adviendra », songea le vieil homme.

Peut-être dira-t-on un jour de l'histoire de la gauche en Allemagne qu'il était « bon que Die Linke ait presque échoué au début de l'année 2012 ». Nous ne le savons pas encore, nous pouvons l'influencer. Peut-être. Il est évident qu'un parti à la gauche du SPD et des Verts est nécessaire. Il est clair qu'une alterna-

* Cet article a été publié en allemand par la revue *Sozialismus*, 7/8 2012. Michael Brie indique qu'il a été inspiré par les discussions à l'Institut et en particulier par les contributions de Cornelia Hildebrandt et Horst Kahrs ainsi que par les conseils et suggestions de ses collègues.

tive électorale continue d'être indispensable, comme le démontre la situation actuelle en Grèce, en Irlande ou en Espagne. Il est irréfutable que seule une mosaïque de forces sociales, syndicales, mouvements orientés vers l'action avec la gauche organisée en parti peut bousculer les rapports de force, si les conditions en sont réunies. Qui d'autre de gauche pourrait véhiculer politiquement les intérêts des plus faibles de cette société, des salariés moyens, du sous-prolétariat précarisé, pour obtenir un changement efficace ? ! Die Linke n'a-t-il pas remporté, avec son combat pour un salaire minimum, contre la stagnation des salaires et la baisse des pensions de retraite, un succès tel que le parti CDU/CSU n'ose même pas réfuter ces revendications ? On peut aussi se rappeler que, déjà en 1993, l'ancien PDS exigeait, contre l'avis de syndicats et du SPD, un salaire minimum généralisé, préparant ainsi le terrain à de nombreuses convergences avec le nouveau parti WASG. Et, ceci étant dit, en tant que collaborateur de la fondation Rosa Luxemburg, il est aussi bon qu'il y ait cette fondation qui, avec d'autres, conserve vivantes l'œuvre de son maître à penser et l'approche d'une *Realpolitik* révolutionnaire de transformation sociale.

C'est une crise influencée, mais non causée, par la nouvelle constellation du SPD et des Verts dans l'opposition politique au niveau fédéral, la montée au moins provisoire du parti Piraten, la stagnation de la gauche sociale et la situation particulière de l'Allemagne dans la crise.

Une crise à plusieurs facettes

Il faut relier cette crise avec plusieurs facettes, des facettes séparées mais aussi communes. Citons quelques éléments de cette crise et de cet échec.

C'est tout d'abord et principalement une crise de ceux qu'on nomme encore et toujours « réformateurs », tout du moins lorsqu'on les juge à l'aune de leurs projets de participation gouvernementale au niveau des *Länder* et de leur réputation dans la gauche allemande. Ni l'acceptation d'un gouvernement régional dirigé par le SPD en Saxe-Anhalt, ni huit années de coalition avec le SPD au Mecklenburg-Poméranie occidentale et dix à Berlin n'ont permis un véritable changement. La prévention de certains maux, les efforts de rénovation, l'exercice extrêmement difficile du pouvoir et de l'administration dans des régions durablement affaiblies sur le plan économique et dont certaines zones se dépeuplent ont caractérisé le travail des membres du parti qui étaient aux responsabilités. Mais, en partie, une mauvaise politique de privatisation a été menée. Les prémices d'un style de gouvernement davantage tourné vers le dialogue ont été mises en place. La transformation de la politique, de sa structure et de son cadre d'action n'a pas réussi et, la plupart du temps, n'a même pas été programmée. Le « bien du pays », qui se traduisait en une obligation de réduire les dépenses à cause des dettes croissantes, pouvait diffici-

lement s'accorder avec les intérêts de nos propres électeurs et des électrices. Des projets écologiques, sociaux et d'éducation comme le secteur des emplois subventionnés par les pouvoirs publics, les écoles interconfessionnelles ou les plans de transition énergétique ont été mis en place. Le seul gouvernement Die Linke-SPD à être maintenu, celui du Brandebourg, s'inscrit aussi dans cette lignée. Les résultats électoraux les plus récents en Thuringe témoignent du potentiel de telles approches et peut-être même au-delà. Mais une des erreurs de Die Linke est de ne valoriser aucun de ses succès. Le meilleur exemple est le budget citoyen de Berlin-Lichtenberg. L'idée n'a jamais été reprise par le parti. Même chose pour le ticket social. Il y avait une incapacité à gérer les succès avec confiance.

D'une certaine façon, les conditions pour un changement de politique n'étaient assurément pas réunies. L'ébauche d'un large mouvement de réforme sociale n'a véritablement pris qu'au Brandebourg. Et il manquait, et manque toujours, les conditions préalables à un tel mouvement au niveau fédéral. Il s'agissait dès le début de projets « défensifs » de préservation des acquis. D'un autre côté, il fallait aussi apprendre que le fait de gouverner au niveau régional et le fait d'être dans l'opposition sociale sont des contradictions difficiles à résoudre. L'idée qu'un parti de gauche ne peut jamais être prioritairement un parti de gouvernement s'il veut rester à gauche n'a pas été maîtrisée par Die Linke et a failli mener à l'échec. Un parti de gauche, plus que d'autres, doit conserver son autonomie et entretenir un dialogue permanent avec les citoyen-ne-s. Le plus important reste de tendre toujours à ce que les citoyens eux-mêmes s'approprient une politique solidaire et émancipatrice. Un parti de gauche se doit d'y contribuer. Au sein même du parti, le processus d'apprentissage actif est souvent resté bloqué. À tel point qu'on ne réagit pas aux nouvelles questions qui se posent, ou alors bien trop tard. Cela a donné l'impression que les politiques de réformes de la gauche au gouvernement régional ne faisaient que se plier au *statu quo*. Les discussions internes, peu empreintes de solidarité, ont ignoré les succès réels, interprété comme un crime les erreurs commises et comme des trahisons les tentatives d'ajustement. Des moyens permettant d'articuler de façon crédible la politique régionale et une politique d'opposition critique au capitalisme n'ont été que rarement proposés par les plus hautes instances du parti. En revanche, dans nombre de cas, les ministères détenus par Die Linke à Berlin ont été désignés comme les principaux ennemis du nouveau parti.

Deuxièmement, la crise de projet que traverse actuellement le parti est la crise de ceux qui voulaient créer une alternative électorale disposant d'un ancrage fort dans les milieux syndicaux, les mouvements sociaux et localement, ainsi que les transfuges du SPD et, dans une moindre mesure, des Verts ainsi que les anciens trotskystes. L'enthousiasme et le renouveau des premières années n'ont pas duré. De nombreuses sections locales se sont en-

tredéchirées dans des luttes sectaires entre fractions, ce qui a conduit à une vague de départs d'adhérents. Les appuis parlementaires du parti ne rendent pas souvent la politique du parti attirante. Les amères défaites au Schleswig-Holstein et en Rhénanie du Nord-Westphalie côtoient la stabilisation en Sarre, à Hambourg ou à Brème ainsi qu'en Hesse. L'opposition parlementaire stricte n'a pas été plus efficace que la participation gouvernementale par rapport à la perte d'électeurs. Les syndicats se sont à nouveau tournés davantage vers le SPD et même vers le gouvernement, notamment à cause du manque d'alternatives perceptibles. La protestation sociale est restée faible. À cela s'ajoute la difficulté à stabiliser un ancrage local et régional ainsi qu'une participation aux protestations sociales comme BlocKupy¹. Die Linke en Allemagne de l'Ouest est loin d'être en passe de devenir une force politique durablement installée. Ainsi, la perspective d'un parti de gauche « panallemand », enraciné non seulement à l'Est mais aussi à l'Ouest, comme cela semblait se profiler en 2005, est extrêmement compromise. Sans un ancrage municipal et parlementaire dans les *Länder* de l'Ouest, il n'y a pas d'avenir pour Die Linke.

Troisièmement, il y avait déjà un déficit significatif dans le processus de fusion du PDS et de la WASG² : l'absence de la troisième force. Elle ne s'est jamais réalisée. Dès le début, l'union s'est beaucoup trop cantonnée à l'alliance des « habitués », complétée par une partie de la gauche altermondialiste rejoignant ainsi la gauche parlementaire. Il manquait du sel à ce mélange. Il manquait les larges groupes de citoyen-ne-s engagé-e-s dans les mouvements tiers-mondistes, de solidarité, écologistes, antinucléaires et les opposants aux « grands projets inutiles », qui mettent en œuvre des alternatives concrètes et qui auraient été prêts à accepter les efforts de construction d'un parti. Ils en sont restés à la sympathie bienveillante. Beaucoup de ceux qui s'étaient au début engagés dans la construction du parti ont rapidement quitté le navire. Cela concerne aussi un certain nombre de ceux qui jamais auparavant ne s'étaient engagés politiquement et particulièrement ceux qui sont directement menacés par le chômage, la précarité, les bas salaires et le travail intérimaire. Beaucoup de « sympathisants naturels de gauche » sont restés sur le côté ou ont rapidement été lassés par les luttes internes.

Quatrièmement, c'est une crise de direction. Dans une étude³ de 2007 basée sur des entretiens qualitatifs avec des acteurs importants de la fusion du PDS et de la WASG ainsi que des mouvements sociaux et du milieu universitaire, Meinhard Meuche-Mäker a mis en lumière les risques de ce projet avec une grande lucidité. En voici le cœur de l'analyse : « Le parti de gauche en formation est nourri de différents ambitions, courants, tendances et identités. Il faudra les intégrer et, sur cette base, être capable d'agir. Les acteurs affirment être intéressés par les pratiques communes et les discussions qu'ils jugent indispensables. Dans le cadre de la formation du parti, il est positif que les différences entre acteurs soient souvent indépendantes des appartenances par-

tisanes antérieures. Néanmoins, il apparaît que certains acteurs se montrent très critiques à l'égard de leurs partenaires politiques et que certains d'entre eux soient incapables de se remettre en question »⁴.

De cette évaluation de la situation interne du parti Die Linke au moment de sa formation, décrite ci-dessus avec précision et encore digne d'intérêt précisément aujourd'hui, Meuche-Mäker tire la conclusion suivante : « Dans des situations de changements profonds, tout particulièrement dans des processus de fusion d'organisations ayant des cultures politiques différentes, un rôle très important incombe à la direction politique. La compétence, l'*habitus* et le charisme des dirigeants sont alors les éléments clés de la résolution du problème – ou alors du problème. La conquête et la mise en place du *leadership*, duquel relève également la capacité à mettre en valeur le discours et à choisir les thèmes électoraux, sont décisives pour déterminer la position et les chances d'avenir du parti de gauche dans le paysage politique. C'est justement là que résident les chances de se distinguer positivement des autres partis et de contrer le rejet actuel des partis. » Il ajoute : « Une des insuffisances graves du nouveau parti de gauche est de toute évidence une sensibilité très faible concernant les rapports de genre au sein de la société, comme au sein du parti lui-même. Il faut prendre davantage en considération la critique selon laquelle le parti de gauche a perdu son "visage féminin" et donne à l'extérieur l'image d'un parti patriarcal »⁵.

C'est avant tout la direction du parti Die Linke par Gregor Gysi et Oskar Lafontaine qui a échoué. On doit le reconnaître malgré la dureté de cette affirmation. Ce qui a réussi à ces derniers et à Lothar Bisky, ce pour quoi le groupe parlementaire au Bundestag de 2005 à 2009 a pu se constituer, ce qui a été activement soutenu par de nombreuses personnalités de « second rang » et la grande majorité des adhérents, s'est ensuite délitée. Des pans considérables des ressources institutionnelles, organisationnelles, culturelles et de communication du parti sont tombés en ruine. Son rayonnement politique a décliné. La crise de pouvoir de Die Linke n'a pas été comprise ou n'a pas été nommée. La transition de la fusion (restée inachevée) et de la mobilisation permanente *via* les élections vers une consolidation et une construction systématique du parti incluant la modération des conflits localement mais aussi au niveau des plus hautes instances ne s'est pas faite. Les acteurs ne semblent pas avoir réalisé que le succès aux élections fédérales avec près de 12 % des suffrages exprimés (ce qui paraît aujourd'hui presque incroyable) a été la partie plus facile et que chaque succès exige d'abord une adaptation aux nouvelles conditions, un changement de stratégie. Les discours successifs de Gregor Gysi et d'Oskar Lafontaine au congrès du parti de Göttingen renseignent avant tout sur la crise d'une direction dont les représentants n'ont cessé de s'affronter.

Les courants au sein de Die Linke constituent une richesse de ce parti. Mais, ces dernières années, ils ont déterminé l'accès aux mandats du congrès, aux

fonctions de direction et, avant tout, aux responsabilités. Le parti s'est transformé en une fédération de courants. Toute position par rapport au contenu se voit reliée à la lutte pour le pouvoir. Les discussions de fond, les recherches ouvertes et le travail commun sont ainsi bloqués. Il faut briser le pouvoir des courants sur le parti.

La direction du parti est entrée en crise parce qu'elle ne savait travailler de bonne façon ni ses contradictions internes ni ses contradictions avec la société. Quelque chose de nouveau ne peut émerger que par un dialogue, un projet solidaire et des approches passionnantes pour lesquels il vaille la peine de s'engager. À la place, on a laissé se développer les approches différentes en antagonismes – « nous » et « eux », ceux qui savent « vraiment » et les traîtres. En interne comme en externe, ce n'est pas la discussion ou les recherches qui ont caractérisé le parti mais les proclamations et l'arbitraire. Die Linke n'a pas de cœur stratégique transparent permettant le dialogue. Les questions posées ont été comprises comme des attaques à l'encontre de la direction et des preuves de déloyauté sanctionnées en conséquence. Les discussions au sein du parti ont, de surcroît, pris la forme de critiques à l'égard de la direction et n'ont pas été menées comme un débat pour une autre manière, une meilleure manière de diriger. Lors de l'élaboration du programme politique, les différences ont été péniblement masquées... pour finir par éclater par la suite. Le pays n'a pas besoin d'un tel parti. Ce n'est donc pas une alternative électorale, ni à l'Est ni à l'Ouest.

La crise, une chance ?

À Göttingen, Die Linke est donc entré dans une crise profonde et a « presque » échoué. Mais ce « presque » peut être une chance. Revenons une fois encore à la sagesse chinoise ancienne. Dans cette culture, deux idéogrammes permettent de traduire « crise » : danger ou chance. On peut aussi se référer à Max Frisch pour qui la crise était une situation créative à laquelle on « doit seulement retirer l'arrière-goût du désastre ». Ce « seulement » est l'art de la politique. C'est un art du possible.

En mai 2003, alors que l'ancien PDS traversait une crise semblable, l'auteur de ces lignes n'avait pas seulement préconisé la formation d'un « parti socialiste d'une ampleur fédérale » qui serait issu de la fusion du PDS avec d'autres forces de gauche (dénommé à tort « PDS plus »). Il avait aussi écrit : « Le PDS a toujours été tenté de se réfugier dans une rhétorique de gauche. Lors des luttes internes, ses représentants pouvaient en espérer une adhésion venant de la base. Mais il y avait aussi la tentation de se limiter à la simple gestion en fonction des contraintes et de réduire la politique socialiste au moindre mal. La véritable difficulté de la politique socialiste ancrée dans le réel réside non pas dans radicalité de la négation mais dans la capacité à élaborer une *Realpolitik*

socialiste qui se bat pour une nouvelle hégémonie, qui change réellement les rapports de force, qui réalise des réformes utiles, qui refuse avec efficacité la polarisation de la société entre riches et pauvres et qui accroît durablement la participation politique des citoyen-e-s. C'est une politique qui démontre sa capacité concrète à mettre l'économie au service de la grande majorité de la société. Presque personne ne pourrait croire l'actuel PDS capable de cela. Un PDS plus devrait le devenir. »⁶

L'opportunité de cette crise réside tout d'abord dans le fait que le parti Die Linke a amorcé un tournant démocratique avec sa direction et qu'il commence à se dire après le congrès de Göttingen : « Depuis que nous nous parlons... » (« *Seit ein Gespräch wir sind* [...] » – Friedrich Hölderlin, Fête de la paix). C'est vrai au sein du parti tout autant que pour le dialogue avec les citoyen-ne-s. En ce qui concerne cette crise (de société comme de parti), presque personne ne croit qu'il y ait des réponses faciles à des problèmes compliqués. Encore moins nombreux sont ceux qui croient que Die Linke détient ces réponses. Mais il y a un besoin énorme de discussion, de recherche et de remise en question commune de la politique dominante. Les deux présidents du parti ont déjà réagi sur ce point. Leur lettre sur les choses à faire dans un proche avenir commence par cette phrase : « Dans les 120 jours suivant le congrès de Göttingen, nous voulons mener un large débat sur l'orientation future du parti. Nous y invitons tous les adhérents. Nous voulons pratiquer l'art de l'écoute, apprendre les uns des autres et inciter à la participation. »⁷ Ce débat serait déjà une alternative claire au gouvernement fédéral et à leurs opposants officiels rouges-verts (SPD et Verts). Et ce serait aussi une alternative pour le parti lui-même. Les nombreuses pratiques alternatives quotidiennes existant déjà localement pourraient se transformer en une alternative en matière de pouvoir.

Sans un changement fondamental du rapport à l'intellectualité et aux intellectuels, ce débat au sein de Die Linke et avec la société n'aura pas lieu. Le parti s'est stabilisé dans le précaire mais a perdu de l'influence auprès de la classe moyenne et de ses pans libertaire, écologiste, cultivé et intellectuel. Les militants qui agissaient politiquement dans ces milieux, ont été clairement relégués à la marge du parti.

Une deuxième chance de cette crise réside dans le passage à des projets concrets menant à une autre politique, et avant tout des projets réalisables ensemble par le plus grand nombre ici et maintenant. Je pense tout d'abord au projet « Habitat équitable »⁸ ou au développement des coopératives énergétiques, comme en Thuringe, auxquels Die Linke participe activement. Les initiatives pour la gratuité des transports publics, qui sont notamment l'objet d'une lutte à Tübingen et Erfurt, ou pour un accès libre à Internet ainsi que pour une politique budgétaire participative participeraient d'une telle politique. Ainsi, la politique de gauche passerait d'une politique *pour* les citoyen-

ne-s à une politique menée *par et avec* eux. Ce n'est qu'en lien avec de telles expériences viables d'une politique solidaire et d'émancipation citoyenne au quotidien que les exigences d'un socialisme démocratique et écologique deviendraient crédibles et attrayantes. C'est la condition pour que puisse voir le jour un large mouvement populaire contre le néolibéralisme.

Une troisième chance réside dans le fait que le marqueur de fond de Die Linke comme le parti de la redistribution soit relié à la discussion sur un projet global de changement total de projet social. Parmi les nombreuses revendications du parti, une enquête préélectorale en Nord Rhénanie-Westphalie attribuée à Die Linke celle visant à taxer les millionnaires mais ni la mise en place d'un salaire minimum universel, ni l'abolition des réformes Harz IV ou l'abrogation du départ à la retraite à 67 ans. La redistribution du haut vers le bas et du secteur privé vers le secteur public et solidaire est le test décisif de toute politique juste. Celui qui ne parle pas de redistribution devrait se taire quand on aborde la question de la justice. Il ne devrait pas non plus tenir de grands discours sur un *Green New Deal* ou une transformation écologique et sociale car une telle transformation est impossible sans une redistribution massive. Elle ne serait ni adoptée ni possible compte tenu des énormes investissements qu'une telle transformation nécessite. Cela signifie aussi que la gauche dans toute sa diversité doit se saisir de la question de la redistribution comme le *point de départ* de sa politique et de la transformation solidaire comme son *point d'arrivée*. La justice est moderne car ce n'est que par elle qu'une politique d'avenir est possible. Ce n'est qu'ainsi que pourra émerger le carré d'une authentique politique de gauche – un quadruple changement de logique fondamentale se caractérisant par un ensemble composé de la redistribution, de la transition écologique et sociale, la transformation démocratique, la solidarité globale et la paix ⁹.

À partir du moment où l'on considère comme un droit humain le fait que tous aient un droit égal aux ressources naturelles limitées – l'air pur, l'eau potable, l'énergie, les matières premières –, il n'est possible de répondre à l'exigence de ce minimum de justice que si nous transformons radicalement notre société. En finir avec les voitures individuelles et privilégier davantage les transports publics, en finir avec la société du jetable et favoriser une démarche attentive et délicate les uns à l'égard des autres (souvent nommée l'économie du *care*), se débarrasser du « toujours plus et toujours plus loin » au profit du moins, du plus beau et du plus solidaire. L'universalisation du savoir, la régionalisation de la production et une vie de mise en commun devraient former un tout pour que la planète Terre cesse d'être une décharge, une mine à ciel ouvert et devienne un foyer pour tous. Telle est aujourd'hui l'idée de justice, concrète et visionnaire ! Die Linke comme le parti de la justice et du commun, de la redistribution et de la transformation, de la démocratie et de la solida-

rité ; un parti qui agit avec d'autres en faveur des plus vulnérables pour offrir un espace à ceux qui veulent mettre en œuvre la solidarité. C'est un tel parti qu'il est urgent de construire pour contribuer à réaliser les espoirs exprimés lors des manifestations contre l'Agenda 2010, contre les nouvelles guerres menées par l'OTAN et la République fédérale allemande ainsi que contre les conséquences de la crise du capitalisme financiarisé.

Quatrièmement, il faut trouver une solution à la crise de direction du parti. Le spectaculaire changement de génération à la tête de Die Linke et sa nouvelle composition politico-culturelle offrent la possibilité d'un renouveau. Et il y a plus : si sa base militante se réduit constamment, Die Linke dispose encore de l'atout de la diversité aussi bien sociale (!) que politique de ses adhérents. En Allemagne, aucun autre parti n'est aussi marqué par des gens qui ont expérimenté à leurs dépens la dureté des réformes antisociales des dix dernières années. Les précaires et les salariés quinquagénaires des grands groupes, les militants de base et ceux qui ont vécu le bouleversement en Allemagne de l'Est sont membres d'un même parti. C'est un microcosme d'une alliance possible du bas avec le milieu de la société. On pourrait y expérimenter dans la recherche de nouvelles approches politiques et de l'alliance solidaire entre gens venant de différents classes et milieux. Par la reconstruction du parti, il faut entendre la création d'un lieu dans lequel les membres peuvent faire concrètement l'expérience de l'*empowerment*¹⁰, contribuer au changement des rapports de forces et en profiter. En d'autres termes, un travail de parti où le combat pour un changement des rapports de force par des mouvements locaux contre la hausse des loyers, les privatisations, les expulsions, pour les « tickets sociaux » ou la participation à des campagnes nationales telles que *BlocKupy, Dresden Nazifrei*¹¹ (etc.) joueraient un plus grand rôle. Il différerait ainsi de façon originale des structures « classe moyenne/classe supérieure » caractéristiques des autres partis. Un tel parti participatif pourrait promouvoir l'émergence d'un mouvement moderne qui réunirait le *cybertariat* et les salariés de l'industrie et des services. La reconstruction du parti signifierait donc avant tout un travail commun pour un parti dans lequel serait *vécue* une partie de ce qui est voulu par tous dans le programme politique. Une société des libres et égaux qui défend les plus faibles et améliore les choses, en gardant pour objectif le socialisme démocratique. Dans ce cadre, débattre avec ce qui a été nommé plus haut la troisième force, à l'extérieur du parti, est indispensable.

Die Linke ne s'en sortira que s'il tire les leçons de sa crise existentielle. Mais il s'agit vraiment d'une grande opportunité. Peut-être dira-t-on un jour à propos du congrès du parti de Göttingen : « Tant mieux que le parti ait failli échouer au début de l'année 2012. Sinon, comment aurait-il pu se renouveler aussi efficacement ? ! ». ■

Notes

- 1) Initiative à Frankfort en mai 2012 visant à bloquer la ville qui héberge la BCE [NDT].
- 2) Fusion qui a conduit à la fondation de Die Linke [NDT].
- 3) Étude menée par Meinhard Meuche-Mäker et Cornelia Hildebrandt pour le compte de la Fondation Rosa Luxemburg.
- 4) Meuche-Mäker, Meinhard, « Der Blick von Innen. Die Sicht von Akteuren auf die Bildung der Partei Die Linke », dans Brie, Hildebrandt, Meuche-Mäker (Hrsg.), *Die Linke. Wohin verändert sie die Republik ?*, Berlin, 2007, p. 87.
- 5) *Id.*, p. 88.
- 6) Michael Brie, « *Ist die PDS noch zu retten ? Analyse und Perspektiven* », RLS-Standpunkte 3/2003, p. 38, (http://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/standpunkte0303.pdf).
- 7) <http://www.die-linke.de/nc/dielinke/nachrichten/detail/artikel/den-aufbruch-organisieren/>
- 8) Pour des informations complémentaires : <http://tlg-fairwohnen.de>
- 9) Dieter Klein, « *Das Viereck – Nachdenken über eine zeitgemäße Erzählung der Linken. Über den möglichen Nutzen des Begriffs Erzählung für ein alternatives Gesellschaftsprojekt der Linken* », RLS-Standpunkte 34/2011, (http://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Standpunkte/Standpunkte_34-2011.pdf).
- 10) En allemand *Selbstermächtigung*. Notion qui renvoie au processus d'acquisition d'un pouvoir par un individu ou un groupe de façon autonome [NDT].
- 11) Libérer la ville de Dresde des nazis qui y organisent une manifestation annuelle [NDT].